

IDE et croissance économique dans le MENA : l'instabilité politique, un handicap ?

FDI and economic growth in MENA : political instability : a handicap?

BENAOUDA Imen¹

¹Université Oran2 Mohamed Ben Ahmed, Algérie , benaouda.imen@univ-oran2.dz

Reçu le : 20/03/2025

Accepté le : 08/04/2025

Résumé :

Ce papier tente de prolonger la réflexion sur la capacité des IDE à générer la croissance dans les pays du MENA. L'objet de l'étude est d'examiner la nature de la relation entre les IDE et la croissance et de vérifier si la stabilité politique pouvait affecter la nature de cette relation. Pour ce faire, nous testons un modèle économétrique sur des données structurées en panel pour 16 pays du MENA sur la période 1996-2022. Plusieurs résultats émergent de l'analyse appliquée: (i) Les IDE ne représentent pas un élément moteur direct de la croissance économique dans les pays de la région ; (ii) L'IDE exercerait un effet indirect, transitant par les institutions politiques, sur la croissance; (iii) Le lien unissant les IDE et la croissance est intermédié par la qualité des institutions politiques: les IDE n'alimentent la croissance qu'au-delà d'un certain seuil de stabilité politique que nous avons tenté de calculer.

Mots Clés : IDE, instabilité politique, croissance économique, effets de seuils, MENA.

Jel Classification Codes : D60,D69.

Abstract :

This paper seeks to extend the research on the capacity of FDI to generate growth in MENA countries. The study aims to examine the nature of the relationship between FDI and growth and to verify whether political stability can affect the nature of this relationship. To do that, we test an econometric model on panel data covering 16 MENA countries over the period 1996-2022. Our analysis reveals several main results: (i) FDI is not a direct driver of economic growth in the region; (ii) FDI may have an indirect effect on growth through political institutions; (iii) The link between FDI and growth is moderated by the quality of political institutions: FDI only fuels growth above a certain threshold of political stability, which we have attempted to calculate.

Keywords : FDI, political instability, economic growth, threshold effects, MENA.

Jel Classification Codes : D60,D69.

¹ **Auteure Correspondant :** Benaouda Imen, e-mail: benaouda.imen@univ-oran2.dz

Introduction

Les investissements directs étrangers (IDE) peuvent-ils être considérés comme facteur de croissance et de développement dans les économies réceptrices? Nombreux sont les travaux théoriques et empiriques qui se sont intéressés à cette question, cependant, aucune réponse définitive à cette problématique n'a pu être apportée. Les résultats nuancés des études empiriques jettent même un sérieux doute sur le rôle que peuvent jouer les IDE dans le développement économique des économies réceptrices en particuliers des pays en voie de développement.

Une chose est sûre, malgré une littérature abondante et tumultueuse sur le sujet, il semble que le risque d'instabilité politique est un facteur souvent oublié. Cette question revêt encore plus d'importance dans les pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) qui peinent à attirer les investissements étrangers. Le niveau d'instabilité politique au sein de la région a-t-il un effet répulsif sur les IDE fragilisant ainsi la croissance ?

Problématique de l'article

L'objet de cet article est de mettre en évidence les interactions entre les IDE, la stabilité politique (ou instabilité politique) et la croissance économique dans les pays du MENA. Cette étude tente d'apporter à ce niveau un éclairage sur la question centrale suivante : **Quelle est la nature du lien unissant les IDE à la croissance économique ?**

- Plus particulièrement, les IDE exercent-ils un impact positif direct sur la croissance ou,
- alternativement, cet effet transite-t-il par d'autres canaux qu'il s'agit alors d'identifier ?

Ce questionnement ouvre la voie à plusieurs suppositions parmi lesquelles :

- Nous supposons que dans les pays où sévit l'instabilité politique, les IDE n'entraînent pas automatiquement la croissance pouvant même la contrarier ou encore,
- Nous soupçonnons la présence d'effets de seuils dans la relation IDE-croissance : le lien unissant les deux variables précédentes ne serait pas linéaire mais conditionnel à la qualité de l'environnement politique capable d'accueillir les IDE.

Démarche méthodologique

Afin d'apporter des réponses à l'ensemble des questions posées précédemment, notre démarche consiste à soumettre à la réfutation économétrique un modèle de croissance intégrant l'IDE et la stabilité politique. Ce modèle s'inscrit dans les nouvelles approches empiriques de la croissance développées par Mankiw, Romer et Weil (1992) (MRW dans la suite) en faveur de la réinterprétions du modèle de Solow (1956). Le modèle empirique est

testé sur échantillon structuré en panel composé de 16 pays du MENA durant la période 1996-2022.

Structure de l'article

Le reste du papier est organisé comme suit : après la présentation dans une première section des débats autour de la problématique de l'investissement étranger, l'instabilité politique et la croissance, nous décrivons dans une deuxième section le modèle empirique et les variables qui lui sont incorporées. Par la suite, nous présentons la méthode d'estimation et discutons les résultats de la validation empirique (section 3). Enfin, nous concluons l'article en mettant en avant les principaux résultats et en proposant quelques pistes futures de recherche.

1. Revue de la littérature

Le lien entre les IDE et la croissance économique a été beaucoup évoqué dans la littérature économique aussi bien théorique qu'empirique. Mais cette littérature étudie les interactions entre les IDE et la croissance indépendamment de la qualité de l'infrastructure politique qui prévaut dans chaque pays.

1.1 Littérature théorique

Sur le plan théorique, plusieurs arguments montrent que la stabilité politique peut moduler l'effet des IDE sur la croissance économique. Dans les pays instables, l'instabilité politique peut affecter la nature du lien entre IDE et croissance économique.

Ainsi, le risque d'instabilité politique peut exercer une incidence négative sur l'économie si les épisodes de conflits, guerres, grèves et manifestations perturbent l'activité économique et celle des entreprises. Ce qui contraint les chefs d'entreprises à mettre fin à leurs activités et à se retirer du pays. Un tel contexte peut même décourager les investisseurs étrangers à investir dans le pays limitant de ce fait les entrées des investissements étrangers. Les IDE exercent dans de telles circonstances une incidence négative voir non significative sur la croissance économique.

L'instabilité politique peut ainsi avoir un effet répulsif sur les entrées de flux de capitaux, ce qui peut contrarier la croissance économique. A ce titre, Lucas semble intimement convaincu que le risque politique à lui seul peut freiner les entrées des flux de capitaux dans un pays hôte (Lucas, 1990, p. 95).

Pour Vickard (2008), la qualité de l'infrastructure politique qui prévaut dans le pays d'accueil peut jouer un rôle fortement déterminant dans la prise de décision d'entreprendre ou non une activité économique, d'autant plus que le niveau de stabilité des institutions politiques détermine non seulement la sécurité mais également la rentabilité des projets d'investissement.

Gani *et* Al-Abri (2013) soutiennent que les IDE doivent évoluer dans un climat favorable afin de prospérer dans le pays hôte. L'instabilité politique est à même d'augmenter le niveau d'appréhension et d'incertitude du cadre dans lequel les IDE sont implantés, amplifiant par conséquent le risque lié à l'investissement. Des niveaux élevés de risque sans la croissance potentielle de la rentabilité anticipée de l'investissement peuvent dissuader les firmes transnationales à investir. L'instabilité politique, en décourageant les entreprises étrangères à investir limite non seulement le volume des IDE mais également leur efficacité.

Gouenet stipulent que dans les pays en développement, l'instabilité politique crée un climat d'appréhension et d'incertitude ce qui nuit à l'environnement des affaires et des investissements et détourne de ce fait les IDE des opportunités offertes par l'économie nationale vers des pays émergents et / ou plus stables (Gouenet, 2016, p. 9).

L'auteur avance également que peu importe l'origine de l'instabilité socio-politique, cette dernière occasionne des pertes économiques, et les investisseurs étrangers sont souvent victimes de certains conflits à caractère xénophobe. Pour les raisons évoquées et bien d'autres, les entreprises exerçant leurs activités dans les pays où sévit l'instabilité politique peuvent être contraintes à engager des frais supplémentaires pour garantir leur sécurité (Gouenet, 2016, p. 3).

A l'inverse, dans les pays d'accueil des institutions politiques saines peuvent renforcer la contribution des IDE à la croissance. Pour Gakpa, des infrastructures institutionnelles qui ne sont pas altérées et des institutions politiques stables peuvent contribuer à une meilleure allocation des facteurs, favoriser l'investissement dans des activités plus rentables, limiter l'appréhension et l'incertitude, permettre la convergence entre les rendements privés et sociaux et favoriser la coordination entre les acteurs économiques (Gakpa, 2019, p. 94).

1.2 Littérature empirique

La littérature qui analyse le lien entre les IDE et la croissance économique réserve peu de place à la qualité de l'infrastructure institutionnelle et plus spécifiquement à la qualité de l'infrastructure politique qui prévaut dans le pays hôte. En effet, un nombre très restreint de travaux ont cherché à intégrer l'instabilité politique dans l'étude du lien IDE-croissance et de savoir comment elle est susceptible de conditionner l'effet des investissements étrangers sur la croissance économique (Trojette, 2014 ; Jude et Levieuge, 2017 ; William, 2017 ; Nguengang *et al*, 2019 ; Gakpa, 2019).

Le lien entre les investissements étrangers et la croissance économique a donné lieu à un grand nombre de travaux empiriques. Néanmoins, les résultats de ces études sont à la fois divergents et fragiles car très sensibles aux spécifications retenues (Ram et Zhang, 2002 ; Dutt, 1997 ; Carkovic et Levine, 2005 ; Li et Liu, 2005 ; Bouklia-Hassan et Zatlà, 2001 ; Jugurinath *et al*, 2016...). Une possibilité intéressante pour expliquer ce manque de robustesse est la présence d'effets de seuil dans le lien unissant les deux variables précédentes : ce dernier ne serait pas linéaire, mais conditionnel à la qualité de l'infrastructure institutionnelle et politique qui prévaut dans chaque pays au moment des estimations.

Ajide *et al* (2014) se sont intéressés aux interactions entre l'investissement étranger, la gouvernance et le développement économique dans 27 pays d'Afrique subsaharienne (ASS) sur la période 2002-2010. Les résultats obtenus à l'issue des estimations montrent que l'absence de corruption, la stabilité politique et la qualité des services publics ainsi que leur effet combiné avec l'IDE n'ont pas d'incidence sur la croissance. Cependant, les auteurs n'ont pas cherché à contrôler le problème d'endogénéité inhérent au lien IDE-croissance, ce qui réduit la pertinence de leurs résultats.

Trojette (2016) cherche à savoir comment le niveau de développement institutionnel peut moduler l'effet des IDE sur la croissance économique en examinant cinq régions (ASS, MENA, Europe, Asie et Amérique). L'auteur procède à la validation d'un modèle à seuil développé par Caner et Hansen (2004) sur la période 1984-2013. Ce qui lui permet d'identifier un seuil dans chaque groupe de pays à l'exception des pays d'Amérique au-delà duquel les indicateurs de développement institutionnel stimulent la croissance économique. En particulier, ce n'est qu'à partir d'un certain seuil, que la stabilité politique et le respect de la loi exercent une action favorable sur la capacité des investissements étrangers à générer plus de croissance.

Jude et Levieuge (2017) ont essayé d'évaluer le rôle des facteurs institutionnels dans l'effet des IDE sur la croissance sur un panel large de pays en développement. Les auteurs fournissent la preuve empirique que le développement institutionnel renforce la contribution de l'investissement étranger à la croissance économique. L'étude montre que les IDE n'exercent pas d'impact direct sur la croissance économique et qu'ils peuvent générer la croissance qu'une fois un certain seuil de développement institutionnel franchi. Le lien unissant les IDE et la croissance économique ne serait pas linéaire mais conditionnel au niveau de développement de l'infrastructure institutionnelle qui prévaut dans les pays d'accueil. Au regard de ces résultats, les auteurs ont formulé un certain nombre de recommandations en termes de politiques économiques. Parmi lesquelles toute réforme entreprise dans les différentes dimensions du développement institutionnel à savoir la responsabilité démocratique, la qualité de la bureaucratie, les variables de risque politique (notamment les tensions religieuses ethniques et la présence de militaires en politique) est à même d'amplifier l'intensité du lien entre les IDE et la croissance.

Nguegang *et al* (2019) tentent d'étudier comment les IDE pourraient interagir avec la qualité institutionnelle et la gouvernance dans la direction d'une croissance forte en examinant 41 pays d'ASS sur la période 1996-2016. Selon les résultats des tests, pour que les IDE commencent à produire du développement économique dans les pays qui les intéressent, ces derniers doivent satisfaire à des niveaux de seuils particuliers relatifs au caractère démocratique des institutions politiques, à l'efficacité des pouvoirs publics, la qualité de la réglementation et l'Etat de droit. L'analyse appliquée met par contre en évidence un impact plus ambigu du contrôle de la corruption et de la stabilité politique.

Williams (2017) explore le lien unissant les IDE et la croissance économique en intégrant l'instabilité politique grâce à un système à équations simultanées : une première équation pour expliquer les IDE et une deuxième pour expliquer la croissance économique.

L'étude est menée sur un échantillon composé de 68 pays en développement et s'étale sur une période allant de 1975 à 2005. L'auteur construit une panoplie de mesures d'instabilité politique réunis en trois dimensions qu'il emploie dans l'intention de savoir si l'instabilité politique a les mêmes répercussions sur l'investissement étranger et la croissance. Au terme de cette étude, il en vient à la conclusion selon laquelle un environnement politique instable déprime la croissance et freine les entrées des IDE dans les pays d'accueil. Williams conclut également que l'incidence de l'instabilité politique dans ses différentes dimensions sur la croissance et l'investissement étranger n'est pas différente en ASS ; région potentiellement instable, comparativement aux autres régions en développement.

Contrairement au travail de Williams qui analyse un système à deux équations (une première équation qui explique les IDE et une deuxième équation qui explique la croissance économique) et considère l'instabilité politique comme un facteur exogène, Gakpa (2019) spécifie un modèle dynamique à trois équations simultanées, où il introduit en plus des deux équations précédentes, une équation pour expliquer également l'instabilité politique. L'analyse porte sur 31 pays d'ASS et couvre la période 1984-2015. Plusieurs résultats émergent de la validation empirique du modèle : l'instabilité politique anéantit la croissance économique dans les pays de la région. Elle exerce également une incidence directe et indirecte sur la croissance via son impact répulsif sur les IDE.

L'examen de la littérature théorique et empirique indique que la problématique de l'intermédiation de la relation IDE-croissance par la qualité des institutions politiques n'a pas fait l'objet de beaucoup de travaux antérieurs. Au plan empirique, ces relations n'ont pas reçu une attention particulière dans les pays du MENA. De ce fait, nous essayons dans ce qui suit de combler ce vide empirique en testant ces relations dans les pays de la région.

2. Spécification du modèle

Notre modèle empirique s'inscrit dans la lignée des modèles de croissance endogène (Solow, 1956). Il se base plus précisément sur le modèle de MRW (1992) dérivé du modèle de Solow. Pour évaluer comment la stabilité politique peut améliorer capacité des IDE à générer la croissance, nous incorporons à ce même modèle les IDE ainsi que leur interaction avec la stabilité politique. Formellement, le modèle peut être présenté de la manière suivante :

$$\text{Taux de croissance}_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 \text{PIBT0} + \alpha_2 \text{FBCF}_{it} + \alpha_3 \text{SCHOOL}_{it} + \alpha_4 \text{POP}_{it} + \alpha_5 \text{IDE}_{it-1} \\ + \alpha_6 \text{IDE}_{it-1} * \text{SP}_{it} + \alpha_7 \text{DF}_{it} + \alpha_8 \text{OPEN}_{it} + \alpha_9 \text{GOV}_{it} + \alpha_{10} \text{INF}_{it} + \varepsilon_{it}$$

Pour tester l'existence d'un lien entre les IDE, la stabilité politique et la croissance économique, nous utilisons un ensemble de variables souvent évoquées dans la littérature empirique. La première série de variables est celles incluses traditionnellement dans le modèle de Solow augmenté. Il s'agit des données suivantes :

La croissance économique : c'est la variable dépendante appréhendée à travers **le taux de croissance du produit intérieur brut réel per capita** en parité du pouvoir d'achat (PPA). Ce qui permet d'effectuer des comparaisons à une échelle internationale.

Le niveau initial du PIB réel par habitant en PPA (PIBT0) : il est capté par le niveau du PIB réel per capita exprimé en PPA au début de chaque sous période (1995, 1999, 2003, 2007, 2011, 2015, 2019).

Le taux d'investissement en capital physique (FBCF) : Le taux d'investissement domestique (hors IDE) est le rapport de l'investissement local (approximé par la formation brute du capital fixe) au PIB.

Le taux d'investissement en capital humain (SCHOOL) : plus difficile à évaluer, l'indicateur de capital humain sera approché à l'instar du travail de MRW(1992) par le taux de scolarisation du secondaire. Un coefficient positif est attendu car les pays dotés d'une main d'œuvre qualifiée, c'est à dire d'un capital humain capable d'assimiler la technologie étrangère sont censés profiter des retombées positives sur la croissance.

La croissance de la population augmentée de 0,05 (POP) : Cette variable qui se rapporte au facteur travail est calculée comme MRW (1992) à partir de la somme des taux de croissance de la population (n), du progrès technique (g) et de la dépréciation du capital physique et humain (δ). L'effet escompté de cette variable sur la croissance économique est négatif.

Dans notre modèle, n doit correspondre au taux de croissance de la population active employée. Pour palier au problème du manque de données sur l'emploi, il sera approché par le taux de croissance démographique.

Les paramètres $g+\delta$ sont supposés exogènes. Conventionnellement, leur somme est fixée à 5%.

Par la suite, nous augmentons notre modèle par nos variables d'intérêt. Ces variables sont :

Les flux nets d'IDE entrants en pourcentage du PIB (IDE) : Cette variable est retardée d'une période afin de tenir compte de la nature dynamique des IDE et de réduire tout biais d'endogénéité (ou de causalité) éventuelle.

La stabilité politique (SP) : appréhendée à travers l'indice de stabilité politique et l'absence de violence de la Banque Mondiale (2023). Cet indicateur permet d'évaluer le risque de déstabilisation ou de renversement d'un régime par des moyens anti-constitutionnels et / ou violents, y compris la violence politique et le terrorisme. Ses valeurs oscillent entre - 2,5 et + 2,5. Une valeur plus élevée reflète une meilleure situation, c'est-à-dire un environnement politique plus stable.

Le modèle est complété par un ensemble de variables macro-économiques de contrôle employées non seulement pour tenir compte des spécificités individuelles des pays mais aussi

pour capter l'impact de l'environnement macro-économique et de la sphère financière sur l'activité réelle. Il s'agit de :

Le développement financier (DF) : Afin d'apprécier le niveau de développement financier, l'indicateur retenu est le ratio du crédit domestique au secteur privé au PIB. Cette mesure rend compte de l'efficacité des intermédiaires financiers dans l'allocation des ressources financières aux entreprises privées. Comme il présente l'avantage de ne pas tenir compte des crédits octroyés au secteur public, il reflète plus fidèlement le rôle de l'appareil financier dans le financement de l'activité productive. Cette mesure semble la plus pertinente dans les PVD pour saisir le niveau de développement financier, car celui-ci se produit surtout via le secteur bancaire.

Le Taux d'ouverture de l'économie (OPEN) : il est calculé par le ratio de la somme des importations et des exportations au PIB. Des échanges commerciaux libres peuvent contribuer favorablement à la croissance économique grâce à une utilisation efficace des ressources (Edwards, 1998, Dollar et Kraay, 2004).

La mesure d'ouverture commerciale extérieure reflète de manière générale la politique commerciale et peut avoir une incidence favorable sur les entrées des IDE (Gakpa, 2019, p. 100).

Nous avons introduit le taux d'inflation ainsi que le déficit public, en pourcentage du PIB comme variables de stabilité économique.

Le ratio de dépenses gouvernementales au PIB (GOV) : Cette variable de stabilité économique rend compte de l'importance de l'Etat dans l'activité économique. Un signe négatif est attendu puisqu'un faible niveau de dépenses de l'Etat serait plutôt un indicateur de stabilité macro-économique.

Le taux d'inflation (INF) : En tant que mesure de stabilité macro-économique, l'inflation approchée par l'indice des prix à la consommation reflète la qualité des politiques économiques adoptées dans une économie. Un environnement macro-économique instable caractérisé notamment par l'instabilité des prix peut anéantir la croissance. Le choix de cette variable est légitimé également par l'importance d'adopter une politique macro-économique adéquate pour accueillir les capitaux étrangers.

Toutes les variables sont collectées de la base de données indicateurs de développement dans le monde de la Banque Mondiale (WDI). L'indice de stabilité politique élaboré par Kaufmann, Kraay et Mastruzzi ² peut être extrait de cette même base ou à partir des indicateurs mondiaux de gouvernance de la banque mondiale (WGI)³.

² Pour plus de détails concernant la construction de l'indice de stabilité politique consulter le papier de recherche de la banque mondiale élaboré par Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2009).

³ www.govindicators.org

3. Méthode d'estimation, tests et discussion des résultats

3.1 Méthode économétrique d'estimation

La méthode économétrique retenue pour l'estimation du modèle empirique est une estimation en données de panel. La batterie de tests est menée sur 16 pays du MENA à savoir : L'Algérie, le Bahreïn, l'Egypte, l'Iran, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Tunisie, les Emirats Arabe Unis et l'Autorité Palestinienne représentée par Gaza et la Cisjordanie. L'horizon temporel de l'étude s'étend de 1995 à 2022. Afin d'estamper les effets cycliques conjoncturels, l'intervalle de temps sera subdivisé en sous périodes de 4 ans chacune (1995-1998, 1999-2002, 2003-2006, 2007-2010, 2011-2014, 2015-2018, 2019-2022). Ce qui revient à retenir un maximum de 7 observations pour chaque pays. Nous calculons dès lors la moyenne quinquennale pour toutes les variables incorporées dans le modèle à l'exception du niveau initial du PIB par tête qui prend la valeur du début de chaque sous période.

Afin de rendre compte de l'effet retardé des variables explicatives et traiter le problème d'endogénéité (ou de causalité), nous augmentons notre modèle de croissance par une variable retardée des IDE d'une période.

Nous avons également conduit une série de tests d'Hausman relatifs à la spécification des effets individuels en panel. Le test d'Hausman permet de choisir quel modèle est plus approprié aux données. L'application du test à l'équation de croissance estimée dans le cadre de cette étude permet de conclure en faveur des effets individuels fixes pour tous les modèles du tableau 1 à l'exception du modèle 3 pour lequel les effets aléatoires sont privilégiés.

3.2 Résultats d'estimation et discussions

Afin d'étudier la nature de la relation entre les IDE et la croissance économique et de tester la possibilité de l'existence de non linéarité dans cette relation autrement dit pour savoir si la stabilité politique conditionne cette relation, nous avons conduit une série de tests économétriques dont les principaux résultats figurent dans le tableau 1 :

Plusieurs résultats émergent de la validation économétrique de l'équation solowienne de croissance économique augmentée par le capital humain (colonne 1)⁴ : hormis la force de travail qui exerce un effet négatif significatif sur la croissance économique conforme aux prédictions du modèle, aucun coefficient associé à chacune des autres variables n'est à la fois significatif et accompagné d'un signe conforme aux prédictions théoriques. Les taux d'investissement en capital physique et en capital humain affichent des coefficients faiblement significatifs. Les tests n'ont pas permis dès lors de retrouver les résultats des

⁴ Cette équation n'intègre pas les IDE.

travaux de MRW (1992) dans les pays du MENA qui nous intéressent, et ce, à priori en raison de la différence entre les groupes de pays étudiés ainsi que les périodes d'observations. Notons également que notre échantillon est composé de 16 pays uniquement (contre 88 pour MRW) et que notre période d'étude est subdivisée en 7 sous périodes de 4 ans chacune, ce qui réduit fortement le nombre d'observations et de ce fait dégrade probablement la qualité des estimations.

L'examen des régressions révèle également que le déficit public en pourcentage du PIB agit positivement et significativement sur la croissance économique. Ce résultat indique que la stabilité macro-économique à travers la stabilité des dépenses publiques peut jouer un rôle non négligeable dans la croissance.

Bien que le taux d'inflation possède le bon signe, sa significativité statistique reste, cependant, très faible ne permettant pas de conclure à une corrélation entre cette mesure de stabilité économique et la croissance économique.

En ce qui concerne la variable d'ouverture commerciale, cette dernière entre de façon non significative dans la régression malgré le fait qu'elle soit associée au signe positif attendu.

Tableau 1: IDE, stabilité politique et croissance économique dans le MENA

Equations Variables	Signe attendu	1	2	3	4	5	6
Constante		-0,030 (-1,061)	0,0005 (0,016)	0,012 (0,342)	0,014 (0,389)	-0,003 (-0,091)	0,008 (0,240)
PIB0	(-)	1,95E-06 (2,908)***	1,76E-06 (2,531)**	1,66E-06 (2,370)**	1,67E-06 (2,371)**	1,99E-06 (2,857)***	1,90E-06 (2,691)***
FBCF	(+)	0,023 (0,312)	0,042 (0,471)	0,019 (0,212)	0,016 (0,182)	0,011 (0,127)	-0,010 (-0,113)
SCHOOL	(+)	0,030 (2,233)**	0,024 (1,675)*	0,023 (1,643)*	0,021 (1,468)	0,018 (1,235)	0,017 (1,202)
POP	(-)	-0,648 (-2,401)**	-0,712 (-2,614)***	-0,710 (-2,605)***	-0,722 (-2,639)***	-0,775 (-2,861)***	-0,773 (-2,851)***
IDE	(+)				0,152 (0,829)	0,296 (1,494)	0,300 (1,514)
IDE*SP	(+)					0,308 (1,862)*	0,304 (1,837)*
DF	(+)		-0,004 (-0,254)	-0,008 (-0,453)	-0,009 (-0,514)	-9,83E-05 (-0,005)	-0,003 (-0,211)
GOV	(-)		-0,188 (-2,092)**	-0,210 (-2,266)**	-0,202 (-2,163)**	-0,164 (-1,820)*	-0,185 (-1,998)**
OPEN	(+)		0,017 (0,900)	0,020 (1,054)	0,015 (0,778)	0,018 (0,942)	0,021 (1,076)
INF	(-)			-0,036 (-1,004)	-0,037 (-1,030)		-0,035 (-0,999)
Hausman (prob)		0,019		0,732		0,037	0,049
R-squared		0,249	0,289	0,298	0,304	0,323	0,332
Nombre d'observations		107	107	107	107	107	107

Variable dépendante : Taux de croissance économique.

Les variables explicatives sont définies précédemment.

Méthode d'estimation : panel avec effets fixes pour les équations (1), (2), (4), et (5) et effets aléatoires pour l'équation (3).

t de Student entre parenthèses. ***significatif à 1%, ** significatif à 5%, *significatif à 10%.

Période d'estimation : 1995-2022.

Source des données : World Bank (2023).

Les résultats des estimations montrent par ailleurs que le coefficient associé à la variable du crédit au secteur privé en pourcentage du PIB approchant le développement financier est faiblement significatif et affecté d'un signe non conforme aux prédictions théoriques. Toutefois, ce signe négatif n'est pas surprenant, car un certain nombre de travaux empiriques concluent à un effet négatif de cet indicateur sur la croissance économique (Gregorio et Guidotte, 1995) : en effet, un développement excessif du crédit peut accroître le niveau d'instabilité financière, ce qui peut avoir des effets pervers sur la croissance économique.

Nos résultats sont donc nuancés, mais les coefficients qui nous intéressent dans ces séries d'estimations sont ceux relatifs à nos variables de profit économique à savoir les coefficients associés à l'investissement direct étranger (IDE), ainsi que son interaction avec la stabilité politique (SP*IDE).

Concentrons notre attention dans un premier temps à l'incidence directe des IDE sur l'activité réelle. L'analyse empirique révèle que les IDE n'apportent pas de gains directs en matière de développement économique, bien au contraire l'impact des IDE sur la croissance économique reste peu significatif.

Intéressons-nous dans un deuxième temps à l'étude de l'impact indirect des IDE sur la croissance économique via la stabilité politique autrement dit à travers le terme interactif SP*IDE.

Lorsqu'on conditionne les IDE par la qualité de l'environnement politique, ces investissements semblent exercer un effet indirect favorable sur la croissance économique comme en témoigne le coefficient associé à la variable croisée SP*IDE qui rentre dans le modèle d'une façon significative et positive. Ce constat confirme alors l'hypothèse intuitive selon laquelle l'incidence des IDE sur la croissance économique est conditionnée par la qualité de l'environnement politique. Autrement dit, les IDE sont incapables à eux seuls de promouvoir le développement économique dans les pays du MENA sans la présence d'une infrastructure politique saine capable d'accueillir les IDE.

Afin de mieux explorer les interactions entre l'investissement étranger, la stabilité politique et la croissance économique, nous avons calculé un seuil de stabilité politique au-delà duquel les IDE commencent à produire du développement économique dans les pays de la région. Il ressort de l'étude que les pays du MENA sur lesquels nous concentrons notre attention doivent parvenir à un niveau de seuil de stabilité politique de l'ordre de -0,986 pour mieux tirer partie des retombées positives des IDE sur la croissance économique. Ce n'est donc que lorsque le niveau de stabilité politique dépasse ce seuil, que les IDE affectent positivement la croissance économique, alors qu'en deçà du seuil l'incidence devient négative.

Afin de mieux explorer les interactions entre l'investissement étranger, la stabilité politique et la croissance économique, nous avons calculé un seuil de stabilité politique au-delà duquel les IDE commencent à produire du développement économique dans les pays de

la région. Il ressort de l'étude que les pays du MENA sur lesquels nous concentrons notre attention doivent parvenir à un niveau de seuil de stabilité politique de l'ordre de -0,986 pour mieux tirer partie des retombées positives de l'investissement étranger sur la croissance économique. Ce n'est donc que lorsque le niveau de stabilité politique dépasse ce seuil, que les IDE affectent positivement la croissance économique, alors qu'en deçà du seuil l'incidence devient négative.

Dans le tableau ci-après, nous comparons la moyenne du niveau de stabilité politique des pays qui nous intéressent au seuil minimum devant être franchi pour que les IDE stimulent la formation du développement économique.

Tableau 2 : Calcul de la moyenne du développement institutionnel et comparaison avec le niveau de seuil dans la relation IDE-croissance

Pays du MENA	Moyenne du développement institutionnel	Seuil du développement institutionnel à atteindre	Moyenne générale du développement institutionnel dans le MENA
Algérie	-1,284	-0,986	-0,502
Bahreïn	-0,41		
Egypte	-0,839		
Iran	-1,032		
Irak	-2,213		
Jordanie	-0,310		
Koweït	0,271		
Liban	-1,271		
Libye	-0,9187		
Maroc	-0,310		
Oman	0,786		
Qatar	0,9648		
Arabie Saoudite	-0,316		
Tunisie	-0,239		
Emirats Arabes Unis	0,828		
Autorité Palestinienne	-1,738		

Source : calculs de l'auteur.

Nous observons à partir de la lecture du tableau que si référence est faite, à la moyenne du niveau de stabilité politique pour les pays du MENA qui composent notre échantillon, les deux tiers des pays présentent une moyenne générale du niveau de stabilité qui dépasse le seuil minimum auquel ils doivent satisfaire pour que les IDE commencent à être bénéfiques au développement économique. Dans ces conditions, ces derniers peuvent tirer avantage de la mobilité internationale des capitaux étant donné que le climat politique renforce la croissance tirée par les IDE. Ce niveau minimum de stabilité politique requis fourni aux investisseurs au moins dans un horizon temporel court quelques garanties sur la viabilité de leurs projets (Trojette, 2016, p. 16).

Par ailleurs, nous observons que 4 pays dépassent largement le seuil minimum devant être satisfait. Ces pays représentés par le Qatar, les Emirats Arabe Unis, Oman et le Koweït

sont considérés comme les pays les plus stables du MENA. Notons également que la Libye et l’Egypte dépassent de justesse le niveau de stabilité politique minimum requis.

Nous remarquons par ailleurs que cinq pays de la région comprenant l’Iran, le Liban, l’Algérie, l’Autorité Palestinienne et l’Iraq enregistrent une moyenne du niveau de stabilité politique inférieure au seuil minimum de stabilité politique devant être requis pour que les IDE puissent alimenter la croissance économique. Dans ces conditions, l’instabilité politique peut même estamper voir même anéantir la croissance économique tirée par les IDE. Dans un tel climat d’instabilité politique, ces pays ne peuvent pas profiter des opportunités que leur offre la mondialisation financière pour promouvoir le développement de leurs appareils économiques. Ce qui appelle à une série de mesures permettant d’améliorer la qualité des institutions politiques pour accompagner les capitaux étrangers.

L’examen des seuils indique également que l’Iraq représente le pays qui s’éloigne le plus du seuil minimum devant être franchi. Il faut rappeler à cet égard que le pays a connu une guerre qui a duré plusieurs années et donc présente les niveaux de stabilité politique les plus faibles du MENA. De l’ordre de -2,21, le niveau d’instabilité politique de l’Iraq avoisine même la valeur minimale que peut prendre la variable de stabilité politique c’est à dire -2,5.

L’Autorité Palestinienne est le pays qui s’éloigne le plus après l’Iraq du seuil minimum devant être atteint. Ceci est dû au niveau très faible de l’infrastructure politique conséquence du conflit israélo-palestinien.

Concernant l’Algérie, la décennie noire et le mouvement du hirak n’ont pas contribué à l’implantation d’un environnement politique sain pour accueillir les capitaux étrangers.

Le Liban qui présente des niveaux élevés d’instabilité politique en raison de la guerre civile ethnico-religieuse et des conflits avec les pays voisins n’a pas permis la mise en place d’un cadre politique adéquat pour profiter des retombées positives des IDE sur la croissance.

Enfin, l’Iran n’a pas pu profiter de sa part des IDE non seulement en raison du blocus et des sanctions américaines mais également du fait de son niveau d’instabilité politique élevé. Aussi paradoxal que ce soit ; malgré les sanctions, ce sont les Etats Unis qui investissent le plus dans le pays.

Dans les pays n’ayant pas franchi le seuil de stabilité politique requis, il serait judicieux d’améliorer le climat politique afin de renforcer l’effet des IDE sur la croissance. Il est donc clair que si un pays arrive à implanter un cadre politique sain pour accueillir les capitaux étrangers, il disposera de plus d’opportunités de profiter de l’insertion financière internationale et des retombées positives de la mobilité internationale des capitaux sur le développement de son système économique.

Conclusion

Après la prise de conscience du rôle que peuvent jouer les IDE dans la promotion de la croissance et le développement en particulier dans les PVD, nous nous sommes proposés dans cet article d'explorer la nature du lien unissant les IDE et la croissance économique et de vérifier si la stabilité politique interfère dans cette relation.

Dés lors, nous avons essayé de mettre en évidence les interactions entre les IDE, la stabilité politique et la croissance économique dans les pays de la région grâce à un modèle économétrique se réclamant de la croissance endogène. Les tests ont été menés à l'aide d'une estimation en données de panel.

L'analyse appliquée n'a pas permis de déceler un effet significatif de l'IDE sur la croissance économique ce qui permet de conclure que l'IDE n'est pas un déterminant clé direct de la croissance dans les pays du MENA. Ce constat nous a poussé à chercher un possible effet de seuil dans la relation IDE-croissance.

Les résultats nous enseignent que les IDE ne permettent la formation du développement économique que dans un environnement politique stable. Le lien unissant les IDE et la croissance économique est donc conditionné par la qualité de l'infrastructure politique : l'investissement étranger ne peut renforcer la croissance qu'au-delà d'un certain seuil de stabilité politique que nous avons tenté d'estimer. Ce qui corrobore nos hypothèses de départ.

Au terme de cette étude, il serait utile de conforter nos résultats par rapport au choix des variables. Ainsi, nous nous proposons dans un travail ultérieur d'utiliser une panoplie plus fine et plus riche d'indicateurs de stabilité politique ce qui permettrait de mieux capter les aspects liés à cette variable. Le recours à d'autres bases de données autres que celles proposées par la Banque Mondiale permettrait de mieux apprécier les interactions entre l'investissement étranger, la stabilité politique et la croissance économique.

Par ailleurs, dans cette étude nous nous sommes intéressés à une seule dimension de la bonne gouvernance qui est la stabilité politique alors qu'en réalité elle est un concept beaucoup plus large qui englobe plusieurs autres éléments en dehors de la stabilité politique à savoir : la qualité de la démocratie, l'efficacité des pouvoirs publics, la qualité de la réglementation, l'Etat de droit et le contrôle de la corruption. Comme les pays de la région ne disposent pas d'institutions suffisamment fortes, l'instabilité politique qui constitue un seul aspect du développement institutionnel ne peut constituer à elle seule un frein aux IDE dans la région. C'est pour cette raison, que nous nous proposons dans un travail ultérieur d'étudier l'impact de toutes les dimensions du développement institutionnel sur la relation IDE-croissance séparément puis à l'aide d'un indice synthétique qui appréhende toutes ces dimensions.

Enfin, une piste de recherche intéressante est de considérer la nature sectorielle des IDE. Une étude par secteur permettrait de savoir si l'incidence de la stabilité politique sur la capacité des IDE à moduler la croissance est différente selon le secteur des IDE considéré?

Elle permettait, entre autre, de vérifier si le seuil de stabilité politique requis diffère d'un secteur des IDE à un autre? Une réflexion dans ce sens peut constituer une extension future de ce travail.

Annexe : Références bibliographiques

1. Ajide, K., Adeniyi, O., & Raheem, I. (2014). Does Governance Impact on the Foreign Direct investment-Growth nexus in Sub-Saharan Africa ? *Zagreb International Review of Economics & Business* , 17 (2), 71-81.
2. Alaya, M., Nicet-Chenaf, D., & Rougier, E. (2021). À quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance ? IDE, croissance et catalyseurs dans les pays méditerranéens. *European Scientific Journal, ESJ* , 17 (38), 181-197.
3. Ben Doudou, M., & Rahali, F. (2018). Démocratie, stabilité politique et croissance économique : Estimation à partir d'un modèle en panel dynamique. *L'actualité économique*, 94 (1), 55-89.
4. Bouchoucha, N., & Ben Ammou, S., (2015). Political and institutional determinants of foreign direct investment: An application for MENA region countries. *International Journal of Science and Research (IJSR)*, 4 (8).
5. Bouklia-Hassane, R., & Zatla, N. (1998). Investissements directs étrangers, croissance et convergence : une approche empirique. *Cahiers du CREAD* (46-47), 195-2013.
6. Bouklia-Hassane, R., & Zatla, N. (2001). L'IDE dans le bassin méditerranéen : ses déterminants et son effet sur la croissance économique. *Cahiers du CREAD* (55), 118-143.
7. Gakpa, L. (2019). Instabilité politique, IDE et effets sur la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne : un modèle à équations simultanées dynamiques. *Région et développement* (50), 90-117.
8. Gani, A., & Al-Abri, A. S. (2013). Indicators of business environment, institutional quality and foreign direct investment in Gulf Cooperation Council (GCC) countries. *International Review of Applied Economics* , 27 (4), 515-530.
9. Gouenet, M. (2016). Risque d'instabilité socio-politique et attractivité des investissements directs étrangers (IDE) au Cameroun. *Global Journal of HUMAN-SOCIAL SCIENCE: E Economics* , 16 (1), 90-117.
10. Jude, C., & Levieuge, G. (2017). Growth Effect of FDI in Developing Economies: the Role of Institutional Quality. *World Economy* , 40 (4), 715-742.
11. Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2009). *Governance Matters VIII Aggregate and Individual Governance Indicators 1996–2008*. Policy Research Working Paper, World Bank.
12. Lucas, R. (1990). Why does not Capital Flow from Rich to Poor Countries. *American Economic Review* , 80 (2), 92-96.
13. Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. (1992). A contribution to the empirics of economic. *Quarterly Journal of Economics* , 107 (2), 407-437.

14. Nguegang, F., Nembot Ndeffo, L., & Ndjieunde, G. (2019). L'effet de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique subsaharienne : le rôle des institutions . *Région et développement* (50), 46-65.
15. Solow, R. M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. *Quarterly Journal of Economics* , 70 (1), 65-94.
16. Trojette, I. (2016). The effect of foreign direct investment on economic growth: The institutional threshold. *Région et développement* (43), 111-138.
17. Williams, K. (2017). Foreign direct investment, economic growth, and political instability. *Journal of Economic Development* , 42 (2), 17-37.

Annexe : Statistique descriptive

Variables	Moyenne	Maximum	Minimum	Ecart-type	Nombre d'observations
Croissance	0,003	0,139	-0,172	0,037	107
PIBT0	28590,21	111879,7	3774,132	27182,89	107
FBCF	0,194	0,415	0,000	0,098	107
SCHOOL	0,650	1,189	0,000	0,340	107
POP	0,071	0,164	0,030	0,018	107
IDE t-1	0,024	0,152	-0,038	0,029	107
IDE t-1*SP	-0,010	0,090	-0,241	0,035	107
DF	0,392	1,158	0,000	0,291	107
GOV	0,170	0,437	0,000	0,064	107
OPEN	0,806	1,818	0,000	0,332	107
INF	0,060	1,022	-0,009	0,125	107

Source : calculs de l'auteur.